

Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

CHRONIQUES LIBRES, HISTOIRE DU DROIT

Qui est le Roi de Bretagne ?



Date : 28 juin 2021 Author: idbzh © 0 Commentaires

Le Duc de Bretagne est-il Roi en son Duché ? Le Roi de Bretagne est-il donc Duc de Bretagne par définition ? Les États de Bretagne élisent ils le Roi ou le Duc ? Oubliez ce que vous savez de la Monarchie française, car la Monarchie bretonne était, est et sera très différente en profondeur.



Geoffrey de Rohan Guemené (Rochefort), son épouse et ses enfants Coray et Rimbart, un des héritiers du Duché de Bretagne, premier héritier des Droits royaux de Bretagne, est donc descendant des Rois bretons, dont Riotham et Nominoe, et des Ducs de Bretagne (par Jean de Rohan et Marie de Bretagne) depuis les renoncements de son frère aîné resté célibataire.

Notre Roi de Bretagne en titre vit actuellement aux USA après le départ de sa famille d'Autriche, qui faisait suite à un départ des héritiers de Bretagne par l'action de leurs cousins Rohan Chabot qui collaboraient avec les français (Josselin de Rohan Chabot fut président de la région Bretagne et jacobin notoire).

Petits détails juridiques bretons pour éviter les confusions et les vues de l'esprit sur la monarchie Bretonne :

✓ Le Royaume de Bretagne est une monarchie constitutionnelle dès 841 ; Nominoe dirige l'armée bretonne et son gouvernement primitif est un Parlement breton nommé DAEL qui prend forme de conseil permanent du Roi (DAÏL en Irlande, DADDEL au Pays de Galles)

✓ Le Royaume est régit par le droit celtique jusqu'à la reprise du Pays sur les Vikings par le Roi Alain Barbetorte, qui développe alors activement les institutions du christianisme en Bretagne, en imposant une indépendance religieuse de la Bretagne au Vatican, selon les volontés attribuées à Nominoé, Erispoé et Salomon. Le Roi se voit attribuer le titre de DUX, chef d'État selon les principes hérités de l'empire romain, dans le contexte catholique européen qui ménage la position du REX des francs. Barbetorte est donc DUX lorsqu'il opère dans le jeu diplomatique européen et REX lorsqu'il dirige la Bretagne. Le Royaume de Bretagne devient donc DUCHÉ (Indépendant) à l'extérieur, et les Bretons continuent de se comporter en véritable Royaume. C'est cependant la définition de Duché qui va devenir le terme usuel par la suite.

✓ Plus tard, en 1160, le Roi d'Angleterre Henri II de Plantagenet, devient DUC régent de Bretagne pour le compte de sa belle fille mineure Constance de Bretagne et de son fils également mineur le Duc consort Geoffroy II de Bretagne. Henri modernise l'administration ducale, la justice, et le corpus Constitutionnel et coutumier, qui va faire émerger le Droit breton en tant que tel. Ce système juridique de lois communes, qui s'inspire à la fois du Droit celtique breton existant, du modèle normand et angevin, dont l'équité en Droit, va devenir très vite le système juridique le plus avancé de son temps. Henri II d'Angleterre appliquera ce système breton à l'Angleterre, devenant ainsi le père du système juridique dit de «common law ». Le système juridique grand breton vient donc directement des applications du Droit breton en Armorique. Le droit de succession va également évoluer dans la foulée, avec l'Assise du Duc Geoffroy, et le terme de DUX

et la définition de Duché se stabilise, bien qu'il y ait une double compétence Royale (en droit de succession celtique) et Ducale (selon le droit de succession catholique) sur la même tête.

✓ En 1385, la Constitution Ducale des Etats de Bretagne forge le rôle Constitutionnel plus précis des Ducs bretons ; non-seulement on inscrit constitutionnellement la Gouvernance bretonne par les Etats de Bretagne, qui sont un Parlement géant regroupant toutes les offices dirigeantes de Bretagne, mais on marque la volonté de préciser le rôle du DUC auprès des Etats : il est le garant de la justice pour tous sans exception, du simple vagabond au Comtes, et il ne dirige rien sans l'accord préalable de ses États, qui comptent en sus des offices ducales, un tiers d'élus locaux, le fameux « tiers Etat ». La France prétendra opérer de cette façon en 1789, soit 5 siècles plus tard.

✓ Le Duché et ses institutions administratives très modernes pour le moyen-âge, continue sa route, se comporte toujours comme un Royaume, Indépendant, qui ne versera aucun tribut à quelconque voisin. Ainsi, les Ducs bretons honorent leurs fonctions jusqu'à François II de Bretagne en signant de leur règne une Constitution Ducale, une obligation ducale permettant à chaque règne de préciser les institutions bretonnes, de les moderniser ou d'en faire émerger de nouvelles. Les Droits royaux étant longtemps confondus avec les droits ducaux, ils se distinguent quelques peu néanmoins lors des Guerres ou Conflits de successions...

✓ Ainsi le Traité de Guérande va symboliquement régir les prétentions des protagonistes et héritiers potentiels au trône breton :

1. Les Montfort deviennent mandataires dynastiques du titre de DUX ; ils vont diriger le Duché jusqu'à Anne de Bretagne. On nomme Dreux ou Montfort les héritiers de nobles francs qui se sont mariés avec des femmes héritières des Droits royaux et ducaux alors confondus... C'est donc ainsi que les Montfort sont tous descendants de Nominoë et de parenté des Rois de Bretagne. Ils revendiqueront seulement le titre DUX admis par l'église catholique, laissant à leurs cousins et concurrents la prétention symbolique de Droits royaux.

2. Les Penthièvre sont confirmés comme héritiers du titre DUX en cas où les Branches des Montfort tomberaient en quenouille ; ils conservent cependant leurs Droits royaux de Bretagne, descendants des Rois bretons. La branche de Penthièvre tombe en quenouille après une jonction avec les Montfort d'Avaugour, qui s'arrête au 18^e siècle abruptement.

3. Les Rohan Guemené, Comtes de Porhoët, Vicomtes de Rohan, gardent les Droits royaux revendiqués tant par les descendances ducales juvéniles, que par l'attribution des origines directes de la famille à Conan Mériadec, Roi des Bretons. Par la suite, le hasard ou le jeu stratégique des familles royales bretonnes, donneront la jonction d'une héritière ducale Montfort et d'un héritier royal Rohan, par le mariage de Marie de Bretagne avec Jean de Rohan. Ce dernier ne mettra en avant que les Droits ducaux de son épouse, même si ses Droits royaux sont certains, mais jugés inappropriés au contexte politique de l'époque.

Étant donné que du point de vue de la succession Ducale, donc de chef d'État breton, les héritiers potentiels doivent constitutionnellement défilier devant les États de Bretagne pour dire s'ils renoncent ou non à titre personnel, au titre du DUX ; également que la fonction Ducale entend la résidence en Bretagne avec l'interdiction de sortir du Pays (pour guerroyer ou autres raisons sans distinction) sans l'accord préalable des Etats de Bretagne, qu'il convient donc que notre DUC ne peut pas être parallèlement le Souverain

d'un pays étranger dans lequel il résiderait ; il semble que l'ensemble des héritiers actuels de Renée de Bretagne ne puissent pas accomplir leurs devoirs sans abandonner des positions qu'ils ont ailleurs (Albert de Monaco par exemple mais de nombreux autres héritiers moins connus, l'archiduc de Luxembourg ou des membres de la famille royale belge).

Les Etats de Bretagne devront recevoir l'ensemble des héritiers qui voudront bien faire l'effort de se reconnaître héritiers, afin de décliner l'offre Ducale ou de rester en course pour l'attribution du titre suprême de l'administration bretonne.

Il n'y aura pas de sacrement du Duc de Bretagne possible sans l'élection des Etats de Bretagne parmi les héritiers déclarés postulants. C'est ainsi le droit constitutionnel breton, qui sera peut-être plus difficile aujourd'hui qu'à une époque où les Ducs se succédaient sans problème de pères en fils, entre des héritiers éparpillés dans le monde entier par l'histoire et les problématiques supportées par la colonisation française. Nous avons pu observer que nombreux Bretons avaient d'ores et déjà choisi plusieurs »champions« de l'héritage ducal, sans prendre en compte les règles juridiques qui régissent l'opération de la succession – espérons le dans des conditions de calme absolu et de pleine réflexion.

Au titre de Duc de Bretagne, il est alors et principalement question non pas de choisir ou se persuader de désigner le bon candidat, le plus parfait sinon celui qui incarnerait le mouvement breton à lui seul, mais de déterminer qui d'abord légalement au sens du droit de la succession bretonne peut prétendre. Les Etats devront donc étudier un tableau de succession, avec les différentes branches possibles et selon les textes juridiques variés qui tentent d'ordonner les possibilités juridiques.

Il convient néanmoins de connaître les personnes héritières qui ont le plus de chances de pouvoir tout plaquer pour incarner la nation bretonne autant que de diriger l'État breton selon nos Constitutionnalités propres (essentiellement un rôle d'arbitre symbolique, dans la définition actuelle des monarchies occidentales).

Au titre de DUX, il semblerait que le meilleur candidat pour remplir les nombreux devoirs ducaux, qui s'avèrent être plutôt des contraintes d'engagement que des acquisitions de bénéfices personnels, soit Geoffrey de Rohan de Bretagne, ou son fils Rimbert de Rohan de Bretagne. Nous parlons là uniquement du contexte de vie actuel parmi les divers héritiers principaux.

Au titre de REX, RY, ROUE, Roi de Bretagne, sur le plan des droits de la succession royale, Geoffrey de Rohan de Bretagne s'avère être l'héritier premier et dernier représentant de la Dynastie Riwall, la Dynastie bretonne, qui a régné sans interruption ni changement de sang des origines britanniques à 1790 (les Rois de France, s'ils usurpent les Droits ducaux et royaux devant des cousins bretons en meilleures positions, sont néanmoins des branches secondaires de descendants des Ducs de Bretagne et donc des premiers Rois).

La subtilité de la dualité de titres suprêmes pour la Bretagne, qui se sont confondus puis éloignés pour se recroiser chez les Rohan, ajouté à la considération qu'un Roi de Bretagne puisse transmettre ses Droits royaux sans régner sur la Bretagne puisque les Etats de Bretagne se garantissent d'un Prince, le Duc, pour régner sinon représenter la Nation, tant l'évolution de la définition du rôle d'un Roi en Europe, nous amène à considérer la condition royale comme distincte sur le plan étatique du titre de Duc :

- ✓ Le Roi de Bretagne reste l'incarnation la plus haute du titre de monarque breton, de la Chevalerie, de l'aristocratie et de la noblesse en général.
- ✓ Le Roi de Bretagne peut être Duc selon l'ensemble des conditions requises pour cumuler son rang monarque et accomplir son devoir Souverain. C'est la subtilité bretonne née du partage des Droits au Traité de succession.
- ✓ Le Roi de Bretagne peut ne pas être Duc, par inaccomplissement des conditions duciales ou renoncement personnel, laissant place à un autre membre de la dynastie, parmi les branches héritières. Néanmoins le Roi reste le Roi. Son pouvoir est limité à la transmission perpétuelle de ses droits de succession et au Devoirs d'incarner ses prétentions dirons-nous culturelles. Le retour de considérations par les Bretons éclairés sur la question doit être donc certain et attentif. Si un peuple peut abandonner son Roi, un Roi ne peut pas abandonner son peuple. C'est une position qui peut être compliquée mais qui ne doit pas faillir sous peine d'autodestruction de la dynastie millénaire.

Nous avons donc concrètement, vous l'aurez compris, un Roi breton. Peu importe quelle importance nous conférerons collectivement à son titre et sa personne ; le Roi de Bretagne est Geoffrey de Rohan de Bretagne, sans obligation étatique par ailleurs.

L'Histoire étant bien ordonnée, notre Roi de Bretagne en titre s'avère également être en très bonne position pour séduire les États de Bretagne quand à la stricte définition de la succession Ducale.

Le Roi breton se situe donc au delà de la gouvernance ou de la Souveraineté, incarne la continuité dynastique selon ses propres règles et considérations, alors que le titre électif de Duc dynastique de Bretagne prendra les attributs Souverains aux côtes des États de Bretagne, alternativement à la position de Roi. Les deux situations peuvent également être réunies par un seul personnage.

Nous ignorons si l'avenir fera en ce sens son œuvre, si nous verrons une Bretagne Indépendante sinon fortement autonome et dont le chef d'État sera la personne qui pourrait cumuler le titre de DUC avec son héritage inéluctable de Roi de Bretagne... En tout cas, les Bretons ont leur contes de fée et de Princesses, leur propre culture historique, leur propre histoire donc, leurs propres symboliques nationales et peuvent regarder plus de 2 millénaires d'histoire en face incarnée par la dynastie royale bretonne toujours vivante aujourd'hui.



Blason Royal et Ducal des Rohan Guemené de Bretagne, 1865.



Publié par idbzh

Voir tous les articles par idbzh

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

CRÉEZ UN SITE WEB OU UN BLOG GRATUITEMENT SUR WORDPRESS.COM.